



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 65.831/4
du 6 mai 2019

advies 65.831/4
van 6 mei 2019

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant
les conditions, la procédure et
les conséquences de l'agrément
de prestataires de services pour
l'échange électronique de
messages par le biais de
l'eBox'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van de
voorwaarden, de procedure en
de gevolgen van de erkenning
van dienstverleners voor
elektronische uitwisseling van
berichten via eBox'

Le 1^{er} avril 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, chargé de la Simplification administrative, de la Lutte contre la fraude sociale, de la Protection de la vie privée et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 15 mai 2019 ^{*}, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions, la procédure et les conséquences de l'agrément de prestataires de services pour l'échange électronique de messages par le biais de l'eBox'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 6 mai 2019. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 mai 2019.

^{*} Par courriel du 3 avril 2019.

*

Op 1 april 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post, belast met Administratieve Vereenvoudiging, Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 15 mei 2019 ^{*} een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de voorwaarden, de procedure en de gevolgen van de erkenning van dienstverleners voor elektronische uitwisseling van berichten via eBox'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 6 mei 2019. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 mei 2019.

^{*} Bij e-mail van 3 april 2019.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Le 7° se réfère au niveau de garantie « substantiel » tel que défini, notamment, « dans l'annexe au règlement d'exécution (UE) n° 2015/1502 ».

Le projet sera revu afin de mentionner la référence complète à ce règlement, à savoir « règlement d'exécution (UE) 2015/1502 de la Commission du 8 septembre 2015 fixant les spécifications techniques et procédures minimales relatives aux niveaux de garantie des moyens d'identification électronique visés à l'article 8, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur ».

Par ailleurs, pour une information complète des destinataires de la règle, il sera précisé, dans le rapport au Roi dont il y a lieu de souligner qu'il est, en l'état, par trop succinct pour conférer un réel éclairage sur une matière particulièrement complexe, que le niveau de garantie « substantiel » se cumule avec le niveau de garantie « adapté » requis par le RGPD¹, et qu'il faut comprendre le « niveau de garantie substantielle » au sens de l'article 8, paragraphe 2, du règlement (UE) 910/2014, qui précise

« le niveau de garantie substantiel renvoie à un moyen d'identification électronique dans le cadre d'un schéma d'identification électronique qui accorde un degré substantiel de fiabilité à l'identité revendiquée ou prétendue d'une personne, et est

¹ Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)'.

caractérisé sur la base de spécifications techniques, de normes et de procédures y afférents, y compris les contrôles techniques, dont l'objectif est de réduire substantiellement le risque d'utilisation abusive ou d'altération de l'identité ».

3. Le 8° sera omis, cette définition étant déjà prévue par l'article 2, 3°, de la loi du 27 février 2019 ².

Toutefois, il est possible pour l'auteur du projet de fixer un champ d'application qui se limite à l'eBox pour personnes physiques ; il lui appartient pour ce faire de prévoir, dans le dispositif, le champ d'application de l'arrêté en projet.

4. Le 13° définit les « spécifications techniques » comme le « manuel comprenant les spécifications techniques [...] ».

Interrogée quant à la possibilité de définir les « spécifications techniques » sans utiliser ces termes dans leur propre définition, la déléguée a répondu comme suit :

« Een betere formulering zou inderdaad zijn 'handleiding met technische instructies' / 'manuel comprenant les instructions techniques' ».

Si telle est la volonté de l'auteur du projet, celui-ci pourra être modifié en ce sens.

Par ailleurs, dans la version française, la numérotation de cette définition sera revue, s'agissant du 13° et non du 34°.

5. Au 15°, la définition du « règlement général sur la protection des données » sera omise, celle-ci étant déjà prévue par l'article 2, 4°, de la loi du 27 février 2019.

La suite du dispositif sera adaptée en utilisant l'expression définie par l'article 2, 4°, de la loi.

Article 4

1. L'alinéa 1^{er} prévoit que le demandeur offre un service à des citoyens belges ou à des personnes morales établies en Belgique.

Interrogée quant à cette limitation à des destinataires belges, la déléguée a répondu comme suit :

« De eBox dienst wordt niet enkel aan Belgen aangeboden. Maar de dienst voor visualisatie van berichten moet wel al operationeel zijn in België (of heeft succesvol een pilootfase van de dienst van minimaal zes maanden afgerond) ».

Le projet sera modifié afin de ne pas limiter bénéfice du service aux seuls citoyens belges et aux personnes morales établies en Belgique.

² Quant à l'inutilité de reproduire, de plus erronément, une définition prévue par une norme de droit supérieure, voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 96.

La même observation vaut pour l'alinéa 2 qui vise les « destinataires belges ».

2. L'alinéa 2 prévoit, comme condition d'agrément, que le demandeur offre le service depuis déjà au moins deux ans ou dispose déjà de minimum 50.000 destinataires belges au moment de l'introduction de la demande.

Interrogée quant à ces conditions, la déléguée a répondu qu'elles portent sur un service de visualisation des messages en général. Cette précision sera apportée dans le projet afin de ne pas créer une confusion avec le « service d'extraction de données » au sens de l'arrêté en projet.

Article 5

1. Le paragraphe 1^{er} prévoit que le service d'extraction de données satisfait aux spécifications techniques que l'autorité d'agrément publie, à savoir le « service public fédéral compétent pour l'agenda numérique ».

Interrogée quant à l'auteur de ces spécifications techniques, la déléguée a répondu qu'il s'agit également de l'autorité d'agrément.

Cependant, une délégation de pouvoirs ne peut, par définition, être attribuée qu'à une personne physique ou morale qui, seule, peut valablement poser des actes juridiques. Il y a donc lieu de désigner un fonctionnaire déterminé ou un organe déterminé et non un « service public fédéral » non dotée de la personnalité juridique³.

En outre, selon l'article 108 de la Constitution, il appartient en principe au Roi de faire les règlements nécessaires pour l'exécution des lois. Les dérogations à cette règle de principe, qui permettraient par exemple au Roi de déléguer son pouvoir réglementaire à un organisme public, qui n'a aucune responsabilité politique à l'égard de la Chambre des représentants, ne sont admissibles qu'à des conditions strictes, notamment lorsque le caractère technique des mesures à prendre le justifie. Une pareille subdélégation de pouvoir réglementaire ne peut, en tout état de cause, se concevoir que si elle porte sur des éléments accessoires, dans le cadre d'une réglementation dont les éléments principaux sont définis par le Roi⁴.

L'habilitation envisagée n'est admissible que si elle s'inscrit dans ces limites.

2. Le paragraphe 2 mentionne les « exigences légales d'accessibilités applicables respectivement aux sites web ou applications mobiles d'instances publiques ».

³ Avis n° 64.506/4 donné le 19 novembre 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 27 février 2019, *Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, n° 3442/1, pp. 29 à 39, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64506.pdf>.

⁴ Voir déjà en ce sens l'avis n° 46.692/4 donné le 25 mai 2009 sur un projet devenu l'arrêté royal du 28 juin 2009 'relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosibles et radioactives', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/46692.pdf>.

Interrogée quant à l'origine de ces exigences, la déléguée a répondu ce qui suit :

« De Wet van 19 juli 2018 inzake toegankelijkheid van de websites en mobiele applicaties van overheidsinstanties is van toepassing op overheidsinstanties. Dit KB vereist respect van deze regels ook voor dienstverleners die zich willen laten erkennen voor ontsluiting van de eBox ».

Le rapport au Roi gagnerait à le préciser afin d'assurer l'information complète des destinataires de la règle.

Article 9

1. Au paragraphe 2, il est prévu qu'« [e]n cas de détection d'un abus probable, le prestataire de services assure qu'aucun message ne sera extrait pour le destinataire ».

Interrogée quant aux conséquences d'une telle situation, la déléguée a précisé ce qui suit :

« De documenten zijn altijd beschikbaar via de federale myebox interface. Daar wordt de bestemming van op de hoogte gebracht door de dienstverlener op het moment van onmogelijkheid om de dienst te leveren ».

Au vu de cette réponse, il sera précisé qu'aucun message ne sera extrait pour le destinataire « par le prestataire de services ».

2. Au paragraphe 3, mieux vaut remplacer le mot « pro-activement » par le mot « préventivement ».

3. Au paragraphe 4, les mots « à moins que le destinataire ne choisisse explicitement de pas recevoir » seront remplacés par les mots « à moins que le destinataire choisisse explicitement de ne pas recevoir ».

Article 12

Au 6°, dans la version française, la seconde occurrence de l'expression « de la notification » sera omise.

Article 13

Au paragraphe 3, dans la version française, il y a lieu d'écrire

« (...) qu'il ne prend connaissance du contenu des messages échangés que si cela est strictement (...) ».

Article 21

La référence à l'article 33, 3°, du RGPD sera corrigée, s'agissant en réalité de l'article 33, paragraphe 3.

Article 23

L'article 23 prévoit que le prestataire de service « [doit] veiller à ne pas se trouver dans l'une des situations suivantes » ensuite énumérées.

Comme en a convenu la déléguée, la disposition sera mieux formulée en prévoyant qu'il « ne se trouve pas dans l'une des situations suivantes ».

Article 24

L'article 24 du projet dispose

« Le demandeur démontre qu'il est apte [...] à disposer de suffisamment de moyens financiers afin de poursuivre la prestation de services pendant la durée de l'agrément ».

Interrogée quant à la portée de l'exigence de moyens financiers suffisants, la déléguée a précisé

« dit artikel is in gelijkaardige vorm aanwezig onder andere in artikel 24 van de Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees parlement en de raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van richtlijn 1999/93/EG.

'een gekwalificeerde verlener van vertrouwensdiensten die gekwalificeerde vertrouwensdiensten verleent, zorgt ervoor dat hij, in verband met het risico op de in artikel 13 bedoelde aansprakelijkheid voor schade, voldoende financiële middelen ter beschikking heeft en/of sluit, overeenkomstig het nationale recht, een toereikende aansprakelijkheidsverzekering af ;'

wij stellen voor om het artikel in het besluit als volgt te verduidelijken :

'de aanvrager beschikt over voldoende functionele middelen om te functioneren overeenkomstig dit besluit en toont met name aan het risico van de aansprakelijkheid voor schade veroorzaakt door de dienstverlening op zich te kunnen nemen, door bijvoorbeeld een passende verzekering te sluiten' ».

La disposition sera précisée en ce sens.

Article 31

Dans la version française du paragraphe 2, les mots « en compris le nom » seront remplacés par les mots « en ce compris le nom ».

Article 39

1. L'article 39 est notamment relatif à la prolongation de l'agrément.

Le projet sera complété afin de prévoir le délai dans lequel la demande de prolongation doit être introduite. Il précisera de même le délai dans lequel la nouvelle demande d'agrément doit être introduite, en veillant à prévoir un délai suffisant pour que l'autorité puisse statuer sur cette demande avant l'expiration de la dernière période de prolongation de l'agrément.

2. Dans la version française, la deuxième occurrence du mot « simple » sera omise.

Article 41

L'article 41 prévoit la possibilité de suspendre l'agrément pour la prestation de services.

Interrogée quant à la conséquence d'une absence de levée de la suspension, conformément à l'article 41, § 5, à l'expiration du délai de trois mois de suspension, délai prévu par l'article 11, § 8, de la loi, la déléguée a répondu que l'agrément est retiré.

Cette précision sera apportée au projet.

Article 42

Dans la mesure où l'annexe à l'arrêté est annoncée à l'article 26, § 1^{er}, du projet, l'article 42 est inutile, en ce qu'il a pour unique portée d'indiquer que l'annexe est jointe à l'arrêté.

L'article 42 sera donc omis.

Article 43

L'article 43 du projet fixe son entrée en vigueur au jour de la publication au *Moniteur belge*.

La section de législation n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles il y a lieu de déroger au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires' ⁵.

La disposition sera omise.

Annexe

Le point III du formulaire de demande arrêté par l'annexe au projet vise les « critères d'exclusion ».

Interrogée quant à ces critères, la déléguée a répondu qu'il s'agit des critères figurant à l'article 23 du projet.

Cette précision sera apportée dans l'annexe.

*

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 151.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies wordt gegeven, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In punt 7° wordt verwezen naar het betrouwbaarheidsniveau “substantieel” zoals inzonderheid gedefinieerd “in de bijlage van de uitvoeringsverordening (EU) nr. 2015/1502”.

Het ontwerp dient aldus herzien te worden dat daarin de volledige verwijzing naar die verordening vermeld wordt, namelijk “uitvoeringsverordening (EU) 2015/1502 van de Commissie van 8 september 2015 tot vaststelling van minimale technische specificaties en procedures betreffende het betrouwbaarheidsniveau voor elektronische identificatiemiddelen overeenkomstig artikel 8, lid 3, van Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt”.

Opdat de adressaten van de regel volledig worden ingelicht, moet er in het verslag aan de Koning, in verband waarmee opgemerkt dient te worden dat het, in zijn huidige vorm, te summier is om echt inzicht te verschaffen in deze bijzonder complexe aangelegenheid, op

gewezen worden dat het betrouwbaarheidsniveau “substantieel” bovenop het betrouwbaarheidsniveau “afgestemd” komt dat bij de AVG vereist wordt,¹ en dat het “betrouwbaarheidsniveau substantieel” begrepen moet worden in de zin van artikel 8, lid 2, van verordening (EU) 910/2014, dat luidt:

“het betrouwbaarheidsniveau substantieel betreft een elektronisch identificatiemiddel in het kader van een stelsel voor elektronische identificatie, dat een substantiële mate van vertrouwen in iemands opgegeven of beweerde identiteit biedt, en wordt toegekend onder verwijzing naar technische specificaties, normen en procedures die daarmee verband houden, onder meer technische controles die tot doel hebben het risico van misbruik of wijziging van identiteit te verkleinen.”

3. Punt 8° moet weggelaten worden aangezien die definitie al gegeven wordt in artikel 2, 3°, van de wet van 27 februari 2019.²

De steller van het ontwerp heeft evenwel de mogelijkheid om een toepassingsgebied vast te stellen dat zich beperkt tot de eBox voor natuurlijke personen; daartoe dient hij, in het dispositief, het toepassingsgebied van het ontworpen besluit te bepalen.

4. In punt 13° worden de “technische specificaties” gedefinieerd als “de handleiding met technische specificaties [...]”.

Op de vraag of het mogelijk is de “technische specificaties” te definiëren zonder diezelfde termen te gebruiken in de definitie ervan, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Een betere formulering zou inderdaad zijn ‘handleiding met technische instructies’/ ‘manuel comprenant les instructions techniques’.”

Als dat de wens is van de steller van het ontwerp, kan het in die zin gewijzigd worden.

Voorts moet in de Franse tekst de nummering van die definitie herzien worden, aangezien het om punt 13° in plaats van 34° gaat.

5. In punt 15° moet de definitie van “Algemene Verordening Gegevensbescherming” weggelaten worden, aangezien ze al gegeven wordt in artikel 2, 4°, van de wet van 27 februari 2019.

Het vervolg van het dispositief moet aangepast worden door gebruik te maken van de formulering van de definitie in artikel 2, 4°, van de wet.

¹ Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’.

² Wat betreft de nutteloosheid van het, bovendien abusievelijk, weergeven van een definitie die opgenomen is in een hogere rechtsnorm, zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 96.

Artikel 4

1. In het eerste lid wordt bepaald dat de aanvrager een dienst aanbiedt aan Belgische burgers of aan rechtspersonen die in België gevestigd zijn.

Op de vraag naar het waarom van die beperking tot Belgische bestemmingen heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“De eBox dienst wordt niet enkel aan Belgen aangeboden. Maar de dienst voor visualisatie van berichten moet wel al operationeel zijn in België (of heeft succesvol een pilootfase van de dienst van minimaal zes maanden afgerond).”

Het ontwerp dient aldus gewijzigd te worden dat niet enkel Belgische burgers of rechtspersonen die in België gevestigd zijn gebruikt kunnen maken van de dienst.

Dezelfde opmerking geldt voor het tweede lid, waarin sprake is van “Belgische bestemmingen”.

2. Als voorwaarde om te kunnen worden erkend, wordt in het tweede lid gesteld dat de aanvrager “de dienst reeds minstens gedurende twee jaar aan[biedt] of (...) reeds over minstens 50.000 Belgische bestemmingen [beschikt] op het moment van het indienen van de aanvraag”.

Op een vraag aangaande die voorwaarden heeft de gemachtigde geantwoord dat ze betrekking hebben op een dienst voor het visualiseren van de berichten in het algemeen. Die verduidelijking moet aangebracht worden in het ontwerp zodat er geen verwarring ontstaat met de “dienst voor gegevensontsluiting” in de zin van het ontworpen besluit.

Artikel 5

1. Paragraaf 1 bepaalt dat de dienst voor gegevensontsluiting voldoet aan de technische specificaties die de erkennende overheid publiceert, te weten “de federale overheidsdienst bevoegd voor digitale agenda.”

Op de vraag wie de steller is van die technische specificaties heeft de gemachtigde geantwoord dat het eveneens gaat om de erkennende overheid.

Delegatie van bevoegdheid kan per definitie echter alleen worden verleend aan een natuurlijke of rechtspersoon die als enige op geldige wijze rechtshandelingen kan stellen. Er moet dus een welbepaalde ambtenaar of een welbepaald orgaan worden aangewezen in plaats van een “dienst” zonder rechtspersoonlijkheid.³

³ Advies 64.506/4, op 19 november 2018 verstrekt over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 27 februari 2019, *Parl.St.* Kamer, 2018-19, nr. 3442/1, 29 tot 39, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/64506.pdf>.

Volgens artikel 108 van de Grondwet is het maken van de verordeningen die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn, in beginsel bovendien echter zaak van de Koning. Afwijkingen van die grondregel, waarbij de Koning zijn verordnungsbevoegdheid bijvoorbeeld zou kunnen delegeren aan een openbare instelling die ten aanzien van de Kamer van volksvertegenwoordigers geen enkele politieke verantwoordelijkheid heeft, zijn enkel aanvaardbaar onder strikte voorwaarden, inzonderheid wanneer de technische aard van de te nemen maatregelen zulks rechtvaardigt. Een dergelijke subdelegatie van regelgevende bevoegdheden is, in ieder geval, alleen denkbaar wanneer ze betrekking heeft op bijkomstige zaken, in het kader van een regelgeving waarvan de hoofdbestanddelen door de Koning worden bepaald.⁴

De beoogde machtiging is alleen aanvaardbaar als ze binnen die grenzen valt.

2. In paragraaf 2 is sprake van de “wettelijke vereisten voor toegankelijkheid die van toepassing zijn op respectievelijk de websites of mobiele applicaties van overheidsinstanties”.

Op de vraag waarin die vereisten hun oorsprong vinden, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“De Wet van 19 juli 2018 inzake toegankelijkheid van de websites en mobiele applicaties van overheidsinstanties is van toepassing op overheidsinstanties. Dit KB vereist respect van deze regels ook voor dienstverleners die zich willen laten erkennen voor ontsluiting van de eBox.”

Het verdient aanbeveling dit in het verslag aan de Koning te preciseren teneinde de adressaten van de regel volledig in te lichten.

Artikel 9

1. In paragraaf 2 wordt het volgende bepaald:

“Bij detectie van een waarschijnlijk misbruik verzekert de dienstverlener dat er geen bericht wordt ontsloten voor de bestemming.”

Op de vraag naar de gevolgen van een dergelijke situatie, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende gepreciseerd:

“De documenten zijn altijd beschikbaar via de federale myebox interface. Daar wordt de bestemming van op de hoogte gebracht door de dienstverlener op het moment van onmogelijkheid om de dienst te leveren.”

Gelet op dat antwoord moet worden gepreciseerd dat “door de dienstverlener” geen enkel bericht voor de bestemming wordt ontsloten.

⁴ Zie in die zin reeds advies 46.692/4, op 25 mei 2009 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 28 juni 2009 ‘betreffende het vervoer via de weg of per spoor van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/46692.pdf>.

2. In paragraaf 3 zou het beter zijn het woord “proactief” te vervangen door het woord “preventief”.
3. In paragraaf 4 moeten de woorden “tenzij de bestemming expliciet kiest om” worden vervangen door de woorden “tenzij de bestemming er expliciet voor kiest om”.

Artikel 12

In de Franse versie van punt 6 staat tweemaal “de la notification” te lezen. Deze woorden moeten éénmaal worden geschrapt.

Artikel 13

De Franse tekst van paragraaf 3 dient als volgt te worden geredigeerd:

“(…) qu’il ne prend connaissance du contenu des messages échangés que si cela est strictement (…).”

Artikel 21

De verwijzing naar artikel 33, 3°, van de AVG moet worden gecorrigeerd daar het in werkelijkheid gaat om artikel 33, lid 3.

Artikel 23

In artikel 23 wordt bepaald dat de dienstverlener “ervoor [dient] te zorgen zich niet in één van de volgende situaties te bevinden” en worden die situaties vervolgens opgesomd.

Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft beaamd, is het beter de bepaling zo te formuleren dat erin wordt bepaald dat hij “zich niet mag bevinden in één van de volgende situaties.”

Artikel 24

Artikel 24 van het ontwerp bepaalt het volgende:

“De aanvrager toont aan dat hij in staat is (...) over voldoende financiële middelen te beschikken om de dienstverlening voort te zetten tijdens de duur van de erkenning.”

Op de vraag wat de draagwijdte is van het vereiste om te beschikken over voldoende financiële middelen, heeft de gemachtigde de volgende toelichting gegeven:

“dit artikel is in gelijkaardige vorm aanwezig onder andere in artikel 24 van de Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees parlement en de raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van richtlijn 1999/93/EG.

‘een gekwalificeerde verlener van vertrouwensdiensten die gekwalificeerde vertrouwensdiensten verleent, zorgt ervoor dat hij, in verband met het risico op de in artikel 13 bedoelde aansprakelijkheid voor schade, voldoende financiële middelen ter beschikking heeft en/of sluit, overeenkomstig het nationale recht, een toereikende aansprakelijkheidsverzekering af;’

wij stellen voor om het artikel in het besluit als volgt te verduidelijken:

‘de aanvrager beschikt over voldoende functionele middelen om te functioneren overeenkomstig dit besluit en toont met name aan het risico van de aansprakelijkheid voor schade veroorzaakt door de dienstverlening op zich te kunnen nemen, door bijvoorbeeld een passende verzekering te sluiten’.

De bepaling moet in die zin worden gepreciseerd.

Artikel 31

In de Franse tekst van paragraaf 2 moeten de woorden “en compris le nom” worden vervangen door de woorden “en ce compris le nom”.

Artikel 39

1. Artikel 39 betreft inzonderheid de verlenging van de erkenning.

Het ontwerp moet aldus worden aangevuld dat erin wordt bepaald binnen welke termijn de aanvraag voor verlenging moet worden ingediend. Ook dient erin te worden gepreciseerd binnen welke termijn de nieuwe erkenningsaanvraag moet worden ingediend, waarbij erop moet worden toegezien dat de overheid over voldoende tijd beschikt om zich over die aanvraag uit te spreken vóór het verstrijken van de laatste verlengingperiode van de erkenning.

2. In de Franse tekst komt het woord “simple” tweemaal voor. De tweede vermelding van dat woord moet worden geschrapt.

Artikel 41

Artikel 41 voorziet in de mogelijkheid om de erkenning voor de dienstverlening te schorsen.

Op de vraag wat de gevolgen zijn wanneer een schorsing niet wordt opgeheven, overeenkomstig artikel 41, § 5, bij het verstrijken van de schorsingstermijn van drie maanden die is bepaald in artikel 11, § 8, van de wet, heeft de gemachtigde geantwoord dat de erkenning wordt ingetrokken.

Die precisering moet in het ontwerp worden opgenomen.

Artikel 42

Voor zover de bijlage bij het besluit wordt aangekondigd in artikel 26, § 1, van het ontwerp, is artikel 42 overbodig, aangezien het alleen tot doel heeft te vermelden dat de bijlage bij het besluit is gevoegd.

Artikel 42 moet dus worden weggelaten.

Artikel 43

In artikel 43 van het ontwerp wordt bepaald dat het besluit in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk om welke redenen afgeweken moet worden van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.⁵

De bepaling moet worden weggelaten.

Bijlage

Punt III van het aanvraagformulier vastgesteld in de bijlage bij het ontwerp, heeft betrekking op de “uitsluitingscriteria”.

⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 151.

Op de vraag welke criteria bedoeld worden, heeft de gemachtigde geantwoord dat het gaat om de criteria die zijn opgenomen in artikel 23 van het ontwerp.

Die precisering moet worden opgenomen in de bijlage.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET